



TOUJOURS EN GREVE LE 26 JANVIER !

Pour le retrait de la réforme des collèges et contre la réforme Chatel des lycées !

**Pour une revalorisation des salaires de la fonction publique
et contre l'alourdissement de la tâche de travail !**

La réforme des collèges est une remise en question profonde du second degré qui se fait contre la majorité des personnels. Malgré le rejet des syndicats qui représentent 80 % de la profession (FSU, CGT, FO et Solidaires), la réforme a été adoptée avec le soutien du SE-UNSA, du SGEN-CFDT, de l'UNEF et du MEDEF (soit l'ensemble des forces très influencées par le PS). Après 3 grèves successives qui ont montré l'ampleur de notre refus, après des formations qui sont un véritable échec et qui montrent que même les formateurs ne savent pas où ils vont, la ministre maintient coûte que coûte le cap : la réforme s'appliquera à la rentrée 2016, et pour tous les niveaux du collège en même temps !

Si aucun-e enseignant-e aujourd'hui ne défend le collège tel qu'il est, en aucun cas cette réforme n'améliore les choses.



UN HABILLAGE PEDAGOGIQUE SANS MOYENS

L'habillage pédagogique, pour séduire les parents, masque la réalité des baisses d'horaires disciplinaires et d'aggravation des conditions de travail pour les enseignant-es et les élèves. De plus, cette réforme reprend des aspects néfastes de la réforme Chatel des lycées, tels la globalisation de certains horaires disciplinaires ou l'accompagnement personnalisé (que le ministère pense faisable en classe entière !), sans pour autant donner les moyens de la réflexion aux équipes. A Ecole Emancipée, nous pensons que revendiquer **2h de concertation dans nos emplois du temps est un préalable à toute nouvelle**

discussion sur la réforme du collège si celle-ci se rouvrirait enfin, tout comme sur les modifications à la réforme Chatel des lycées car **il faut cesser d'alourdir la tâche de travail sans compensation salariale !**

UNE COMMUNICATION MENSONGÈRE

Pour rassurer les parents, la **Ministre ment sur les EPI, l'AP, le cycle 3 et la pseudo continuité qu'il entraînerait, les bilangues et euros** et tente de faire passer les enseignant-es pour des conservateurs qui ne voudraient rien changer. Or, nous ne demandons qu'à faire entendre nos propositions !

ELECTIONS INTERNES SNES-FSU

L'Ecole Emancipée, tendance de la FSU, cherche à peser pour une orientation plus combative (sur les questions de hiérarchie, de souffrance au travail, d'actions unitaires...). Elle milite pour un développement du lien entre les luttes de l'Education Nationale et les autres luttes de la société (salaires, retraites, femmes, LGBT, contre l'extrême-droite, écologie, sans-papiers, sans toit...). Alors, aux prochaines élections, soutenez-nous, engagez-vous à nos côtés !

Marc Rollin, Dominique Laffont, Gilbert Dumas, Catherine Tourier, Jacques Vince, Lionel Fougeron, Stéphane Batigne, Raphaël Lainé, Thérèse Soto...

POUR L'UNITE SYNDICALE !

POUR LA REVALORISATION DES SALAIRES !

La grève appelée par une majorité de syndicats de la FP est un pas en avant car il n'y aura pas de succès sans unité autour d'objectifs simples et crédibles. Nous regrettons donc que la totalité de la FSU ne soit pas inscrite dans une grève sur les salaires. Ensemble il nous faut demander :

- le dégel du point d'indice
- le rattrapage du pouvoir d'achat perdu
- l'indexation des pensions de retraités sur les salaires.

DES SALAIRES QUI STAGNENT, MAIS TOUJOURS PLUS DE TRAVAIL !

Pour la sixième année consécutive, le gouvernement a décidé de prolonger le gel de la valeur du point d'indice en 2015.

La conséquence : la perte de pouvoir d'achat depuis le 1er janvier 2000 est de -15,2%.

Si la valeur du point d'indice avait suivi l'inflation il devrait s'élever aujourd'hui à 5,4 €. Or, depuis le 1er juillet 2010, la valeur du point est de 4,6303 €, soit une perte de 0,77 € pour chaque point.

A l'arrivée, la baisse du pouvoir d'achat des **fonctionnaires atteint -25% depuis 1990, soit 3 mois de salaire en moins.**



Les professeur-es de collège français eux gagnent en moyenne 36.600 dollars annuels, alors que la moyenne des pays de l'OCDE est de 42.800 dollars par an !

NON A L'ETAT D'URGENCE !

Face au terrorisme, le gouvernement a décidé de prolonger l'état d'urgence de trois mois, rendant pérenne l'état d'exception au nom du « Nous sommes en guerre ». Si les meurtres de masse appellent évidemment une réponse à la hauteur du danger qu'ils représentent, la sortie de l'état de droit qu'est l'état d'urgence nous semble une réponse démagogique parce qu'elle joue sur la peur et l'émotion, inadéquate parce que les lois antiterroristes en vigueur donnent déjà aux juges et aux forces de l'ordre des pouvoirs considérables (saisies, perquisitions de nuit, écoutes téléphoniques, géolocalisation...), dangereuse parce qu'avec l'état d'urgence ce sont en réalité nos libertés individuelles et collectives qui sont menacées et mises sous tutelle (cf. les manifestations interdites, les assignations à résidence de militant-es losr de la COP21...).

NON A LA CONSTITUTIONNALISATION DE L'ETAT D'URGENCE

La modification annoncée de la constitution vise à conforter les pouvoirs exceptionnels que se donne l'exécutif, et à les inscrire plus encore dans une durée indéterminée.

NON A LA DECHEANCE DE NATIONALITE

Cette mesure est également une atteinte gravissime au droit du sol, alors même qu'elle n'est d'aucune efficacité dans la lutte antiterroriste.

La peur du terrorisme, que l'état d'urgence ne fait qu'accroître, engendre le repli identitaire, le rejet de l'autre et de la différence (cf. les actes islamophobes et le vote FN aux dernières régionales). Notre rôle est grand auprès de nos élèves et aussi de nos collègues car c'est par la discussion, l'instruction, la démocratie et non par le rejet, le repli et l'état d'urgence que l'on pourra le mieux combattre les terroristes.

L'École Émancipée continuera donc à s'investir dans toutes les initiatives visant la fin de l'état d'urgence.